Reconnaissance de la Palestine par lâ??UE : Quâ??est-ce que cela apporte de bon ?

Description

Right Livelihood Award 2013

Par GAJA PELLEGRIINI-BETTOLI

Bruxelles, le 6 janvier

Sept parlements europÃ©ens ont votÃ© lâ??annÃ©e derniÃ¨re en faveur de la reconnaissance de lâ??Ã?tat de Palestine, tandis que la SuÃ¨de franchissait rÃ©ellement le pas.

Ces avancÃ©es reflÃ¨tent la frustration face Ã lâ??expansion coloniale israÃ©lienne et au meurtre de civils par les IsraÃ©liens pendant la guerre de 50 jours sur Gaza lâ??Ã©tÃ© dernier.

Mais pour Raji Sourani, le plus important juriste palestinien des droits de lâ??Homme, les rÃ©solutions de lâ??UE ne rÃ©ussissent pas Ã aborder les rÃ©els obstacles Ã la paix et risquent de perpÃ©tuer le statu quo.

Â« Nous saluons lâ??intÃ©rÃªt de lâ??Europe, mais pour quâ??il ait un impact, il faut quâ??il traite de la rÃ©alitÃ© sur le terrain Â», a-t-il dit Ã un observateur de lâ??UE dans une rÃ©cente interview.

Sourani est le cofondateur et le directeur de lâ??ONG basÃ©e Ã Gaza, le Centre Palestinien pour les Droits de lâ??Homme (PCHR).

Il a vÃ©cu dans la Bande ces 37 derniÃ¨res annÃ©es, portant tÃ©moignage des diffÃ©rentes phases du plus long conflit du Moyen Orient.

Il a aussi Ã©tÃ© soumis Ã la dÃ©tention administrative par les IsraÃ©liens et, comme il lâ??affirme, Ã la torture, dans une carriÃ¨re qui lâ??a vu remporter le Prix 1985 du MÃ©morial Kennedy pour les Droits de lâ??Homme et lâ??a vu nommer Prisonnier de Conscience 1988 dâ??Amnesty International.

Lâ??observateur de lâ??ONU lâ??a dâ??abord rencontrÃ© dans son bureau de Gaza 10 jours avant le dÃ©but de lâ??attaque aÃ©rienne israÃ©lienne et son incursion au sol en juillet, auxquelles il faut attribuer plus de 2.000 morts, dont 80 femmes et enfants.

Parlant Ã ce site web aprÃ¨s que le Parlement europÃ©en ait ajoutÃ© sa voix en dÃ©cembre Ã celle des Etats europÃ©ens favorables Ã la reconnaissance, il a listÃ© cinq questions qui, dit-il, doivent Ãªtre envisagÃ©es pour faire avancer la paix.

Reconstruction

Il a remarquÃ© que la motion finale du parlement europÃ©en nâ?? pas fait mention du mot Â« blocus Â» en parlant de Gaza.

Il a dit quâ??il faut assouplir le Â« blocus Â» ou Â« siÃ¨ge Â» israÃ©lien pour permettre la reconstruction dâ??aprÃ¨s guerre et le redressement Ã©conomique. Mais cinq mois aprÃ¨s la fin de la guerre, la reconstruction nâ??a pas encore commencÃ©.

Â« Malheureusement, la reconstruction est un mirage, elle nâ??arrive pas Â», a-t-il dit.

Il a dÃ©crit le Â« dÃ©sastre Ã©conomique Â» consÃ©cutif comme une crÃ©ation entiÃ¨rement Â« politique Â», faisant remarquer que, dix ans plus tÃ´t, Gaza avait dÃ©couvert au large des champs de gaz qui pouvaient lui permettre lâ??auto-suffisance Ã©nergÃ©tique si IsraÃ«l lui laissait une chance.

Il a aussi prÃ©venu que lâ??ONU Ã©tait en train de devenir un Â« appui Â» pour la puissance occupante.

Robert Serry, Coordinateur SpÃ©cial de lâ??ONU pour le Processus de Paix au Moyen-Orient, a marchandÃ© les conditions du mÃ©canisme international de reconstruction de Gaza.

Le soi-disant accord Serry grave dans le marbre le rÃ´le de lâ??ONU dans Â« la recherche de ciment Â» â?? dÃ©cidant qui obtient quoi Ã Gaza en ce qui concerne les matÃ©riaux de construction, les articles qualifiÃ©s Â« Ã double usage Â», et ceci avec la Cogat, autoritÃ© israÃ©lienne qui contrÃ´le les mouvements de marchandises Ã lâ??entrÃ©e et Ã la sortie du territoire.

Â« Lâ??institutionnalisation de lâ??accord â??Serryâ?? fera de la reconstruction Ã Gaza un processus qui pourrait prendre jusquâ??Ã quarante annÃ©es Â», a dit Sourani.

LibertÃ©

Il a dit que lâ??incapacitÃ© des Palestiniens Ã exercer leur droit Ã la libertÃ© de circulation est aussi un point central du conflit.

Â« Jusquâ??Ã quand va-t-on attendre de nous que nous soyons de â??bonnes victimesâ?? sans dignitÃ© ? Â», a-t-il demandÃ©.

Les premiers jets de la motion du parlement europÃ©en mentionnaient la possibilitÃ© de Â« rÃ©activer et dâ??Ã©tendre la portÃ©e Â» de deux missions de lâ??UE â?? Eubam Rafah (qui pilote les mouvements de population) et Eupol Copps (les rÃ¨glements de justice).

Mais, comme pour le Â« blocus Â», lâ??idÃ©e Ã©tait de la faire disparaÃ®tre du texte final pour permettre un compromis entre les groupes politiques.

Les gens nâ??ont que deux moyens pour sortir de Gaza : le passage dâ??Eretz vers IsraÃ«l et Rafah Ã la frontiÃ¨re avec lâ??Egypte.

Mais Sourani a constatÃ© quâ??aprÃ¨s la guerre, les passages ne fonctionnaient pour ainsi dire jamais.

Eretz nâ??a de toutes faÃ§ons jamais vu passer plus quâ??un filet de population, tandis que Rafah a rÃ©ellement Ã©tÃ© fermÃ© la plupart du temps depuis le cessez-le-feu du mois dâ??aoÃ»t â?? pÃ©riode la plus longue recensÃ©e.

Gouvernance

La motion finale de lâ??UE a mentionnÃ© Â« un soutien au gouvernement palestinien de consensus national Â» et a soulignÃ© lâ??importance quâ??il y avait Ã Â« affermir son autoritÃ© dans la Bande de Gaza Â».

Le langage tÃ©moigne du fait que les deux principales factions politiques de Palestine â?? le Hamas, qui gouverne Gaza, et le Fatah, qui contrÃ´le la Cisjordanie â?? ont fait de vrais efforts pour que leur gouvernement dâ??union fonctionne depuis son lancement en avril.

Mais pour Sourani, le langage prudent de lâ??UE montre peu de comprÃ©hension devant lâ??effondrement politique sur le terrain.

LÃ oÃ¹ les dÃ©putÃ©s parlaient de Â« consoliderâ?¦ lâ??autoritÃ© Â», Sourani parle de Â« fawda Â» â?? ce qui veut dire Â« chaos absolu Â» en arabe.

Il a remarquÃ© que la derniÃ¨re attaque dâ??IsraÃ«l a aggravÃ© la situation en accÃ©lÃ©rant le soutien populaire aux groupes radicaux.

Il a ajoutÃ© que le Â« chaos Â» sert les faucons israÃ©liens en affaiblissant le Hamas et le Fatah, chez eux et sur la scÃ¨ne internationale.

Â« Alors que beaucoup de Palestiniens se sont dÃ©jÃ sentis abandonnÃ©s par les deux factions politiques, le conflit a redonnÃ© vie aux partis et groupes les plus radicaux Â» a-t-il constatÃ©.

FrontiÃ¨res

Â« Dites moi, oÃ¹ sont vos frontiÃ¨res ? Â», demanda-t-il dans une question quâ??il adressait Ã la fois Ã lâ??UE et Ã IsraÃ«l.

La motion du parlement europÃ©en parle des Â« frontiÃ¨res de 1967, avec JÃ©rusalem pour capitale des deux Etats, un Etat dâ??IsraÃ«l en sÃ©curitÃ© et un Etat palestinien indÃ©pendant, dÃ©mocratique, mitoyen et viable, vivant cÃ´te Ã cÃ´te dans la paix et la sÃ©curitÃ© Â».

Pour Sourani, cette dÃ©claration aurait eu un sens en 1967 ou, au plus tard, en 1994, lorsque les soi-disant accords dâ??Oslo essayÃ¨rent de mettre en marche le processus de paix.

Mais il a constatÃ© que le train actuel de lâ??expansion de la colonisation signifie quâ??IsraÃ«l retrace de facto les frontiÃ¨res Â« plus vite que lâ??encre ne peut sÃ©cher sur les rapports internationaux Â».

Il a dit que les communiquÃ©s de lâ??UE qui ne parviennent pas Ã Ã©tablir des limites spÃ©cifiques et rÃ©alistes font plus de mal que de bien en crÃ©ant une ossature fictionnelle Ã la rÃ©solution du conflit.

Â« Lâ??Europe a des responsabilitÃ©s : Personne ne veut un Etat [palestinien] virtuel. Â»

Droits de lâ??Homme

Le juriste de 60 ans a rÃ©servÃ© ses critiques les plus vigoureuses Ã ce quâ??il appelle lâ??inobservation par IsraÃ«l des rÃ¨gles juridiques.

Il a dit que, si le conflit devait enfin finir, il fallait le contrÃ´ler par Â« les rÃ¨gles de la loi, pas par la loi de la jungle Â».

Lâ??ONG de Sourani, le PCHR, a dÃ©posÃ© 225 plaintes auprÃ¨s du procureur gÃ©nÃ©ral militaire dâ??IsraÃ«l pour des crimes de guerre prÃ©sumÃ©s pendant le conflit Ã Gaza de lâ??annÃ©e derniÃ¨re. Elle a dÃ©posÃ© 1.060 autres plaintes pour indemnitÃ©s de rÃ©paration auprÃ¨s du ministÃ¨re de la dÃ©fense israÃ©lien.

Mais Ã regarder lâ??enregistrement fait par IsraÃ«l, Sourani est trÃ¨s peu optimiste sur lâ??issue.

En observant Ã nouveau les prÃ©cÃ©dentes incursions dâ??IsraÃ«l sur le terrain â?? lâ??opÃ©ration Plomb Durci en 2008/2009, qui a causÃ© 1.400 morts â?? seules cinq des 492 plaintes dÃ©posÃ©es ont eu une issue positive.

Les cinq jugements ont vu les soldats des Forces de DÃ©fense IsraÃ©liennes â?? qui ont tuÃ© une Palestinienne non armÃ©e et sa fille qui agitaient un drapeau blanc â?? suspendus pour six mois seulement.

Processus illÃ©gitime

Sourani a remarquÃ© que le processus israÃ©lien Ã venir est construit pour dÃ©nier toute justice aux Palestiniens.

Il a rappelÃ© le fait que les Palestiniens, peuple parmi les plus pauvres du Moyen-Orient, doivent payer des Â« frais de garantie Â» aux tribunaux israÃ©liens pour dÃ©poser plainte.

Dans une affaire de Plomb Durci, lâ??affaire Â« Soumani Â», dans laquelle les forces israÃ©liennes avaient tuÃ© 27 membres dâ??une mÃªme famille, IsraÃ«l a exigÃ© 27 plaintes sÃ©parÃ©es, Ã©levant ainsi les frais de garantie Ã plus de 100.000 $.

Souvent, les juristes du PCHR, les plaignants et les tÃ©moins ne peuvent pas aller au tribunal pour participer aux procÃ¨s Ã cause des restrictions israÃ©liennes sur la libertÃ© de circulation, tandis que les dÃ©lais pour dÃ©poser plainte font que 95 pour cent des plaignants ne peuvent arriver Ã temps.

Sourani a aussi prÃ©venu quâ??un rÃ©cent amendement lÃ©gislatif israÃ©lien, connu comme lâ?? Â»amendement huit Â», va crÃ©er un nouvel obstacle.

Il a dit que ceci Â« valide le fait que, si IsraÃ«l dÃ©clare un Ã©tat de guerre, personne nâ??aura le pouvoir de tenir son armÃ©e et ses politiques pour responsables de leurs actions Â».

Le juriste a aussi notÃ© que, alors que lâ??UE critique rÃ©guliÃ¨rement le meurtre de civils par les IsraÃ©liens, elle ferme les yeux sur leur mÃ©pris quotidien des droits de la population.

Â« Câ??est aussi une invitation Ã lâ??extrÃ©misme. Les gens sont dÃ©sespÃ©rÃ©s. Ils ne voient pas de justice. Ils ne voient pas dâ??espoir. On nâ??a pas besoin de tricher avec les rÃ¨gles judiciaires pour assurer la sÃ©curitÃ© [dâ??IsraÃ«l] Â», a-t-il dit.

Traduction : J. Ch. pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

Source: Eu Observer

date crÃ©Ã©e
2015/01/08